

D 921 AMÉRIQUE LATINE: LA CRISE MONDIALE ET
LA DÉCLARATION DE QUITO

Dettes extérieures écrasantes, détérioration accrue des termes de l'échange, taux de chômage très élevé, inflation galopante, baisse impressionnante du niveau de vie des couches sociales basses, augmentation vertigineuse de la délinquance urbaine: il n'est pas de pays latino-américain qui ne soit lourdement affecté par ce qu'il est désormais convenu d'appeler la crise. Déséquilibre des marchés intérieurs, fragilité des marchés extérieurs devenus prioritaires, absence ou mauvais fonctionnement de "marchés communs" régionaux: l'Amérique latine a devant elle une tâche économique considérable à entreprendre. A Quito, capitale de l'Equateur, du 9 au 13 janvier 1984, une trentaine de pays d'Amérique latine et des Caraïbes se sont retrouvés pour un "sommet économique". Cette Conférence économique latino-américaine s'est terminée sur la Déclaration de Quito, dont nous donnons le texte ci-après. La plupart des observateurs considèrent ce sommet comme une avancée indéniable de la solidarité latino-américaine. Ils n'en sont pas moins sceptiques sur ses retombées: la crise mondiale n'a fait que révéler plus clairement et porter à leur point d'éclatement les lourds problèmes intérieurs à la quasi totalité des pays du continent.

Note DIAL

DÉCLARATION DE QUITO

En tant que chefs d'Etat ou de gouvernement et que représentants personnels des chefs d'Etat ou de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis dans la ville de Quito les 12 et 13 janvier 1984 pour la Conférence économique latino-américaine convoquée sur l'initiative du président constitutionnel de l'Equateur, le Dr Osvaldo Hurtado - initiative que tous les gouvernements de la région ont accueilli avec reconnaissance et enthousiasme - et conformément aux dispositions de l'engagement de Saint-Domingue, en vue d'élaborer une réponse de l'Amérique latine et des Caraïbes à la crise économique affectant la région, nous nous sommes mis d'accord sur ce qui suit

1- Nous réaffirmons la fraternité et la solidarité de nos peuples ainsi que leur aspiration à vivre dans le cadre des principes démocratiques. Nous réaffirmons également notre unité dans la diversité, ainsi que notre respect du droit souverain de toutes les nations d'Amérique latine et des Caraïbes

de suivre leur voie propre sur les plans économique, social et politique, dans la paix et la liberté, à l'abri de tout type d'intervention extérieure, en rejetant toutes mesures économiques discriminatoires ou coercitives dictées par des motifs politiques, en garantissant le plein exercice des droits de l'homme et le bénéfice du progrès pour tous leurs habitants, dans un climat exempt de pressions, de menaces ou d'agressions extérieures.

2- Nous réaffirmons notre engagement d'éliminer de façon définitive le recours aux menaces ou à l'emploi de la force pour régler les conflits internationaux. Nous renouvelons notre appel en faveur du désarmement, afin que les ressources dilapidées dans la course aux armements puissent être appliquées à des objectifs de développement de tous les peuples du monde. Les problèmes de la paix et du développement sont étroitement liés puisque le développement ne peut être obtenu sans la paix et que la paix reste toujours précaire en l'absence de développement.

3- Nous exprimons nos préoccupations devant la recrudescence des tensions qui président aux relations internationales et qui affectent de nombreux secteurs de la planète. C'est là une menace sérieuse à la paix mondiale. L'Amérique latine et les Caraïbes se refusent à être le théâtre d'affrontements étrangers. Elles sont fermement convaincues que les problèmes de la région peuvent et doivent être réglés dans leur propre cadre, et que l'espace latino-américain doit être celui de la paix.

4- Nous repoussons l'interventionnisme qui s'est récemment et dramatiquement manifesté dans la région. Nous déclarons qu'il est nécessaire de trouver une solution négociée aux problèmes d'Amérique centrale, qui ont pour origine les conditions économiques, sociales et politiques prévalant dans cette zone. Aussi apportons-nous tout notre appui politique au Groupe de Contadora. Nous reconnaissons par ailleurs que les pays latino-américains sont aujourd'hui davantage affectés par les problèmes économiques propres à l'Amérique centrale et aux Caraïbes. C'est pourquoi nous exprimons notre soutien au Comité d'action pour le développement économique et social centro-américain (CADESCA), organisme régional récemment créé dans le cadre du SELA pour contribuer, entre autres choses, à la mobilisation des ressources pour le développement économique et social, en vue du règlement des principaux problèmes des peuples centro-américains.

5- L'Amérique latine et les Caraïbes sont aux prises avec la crise économique et sociale la plus grave et la plus profonde de ce siècle, avec des caractéristiques singulières et sans précédents.

6- Face aux reculs économiques et sociaux de ces années dernières auxquelles a conduit cette crise, nous faisons savoir à l'opinion publique internationale que nous sommes extrêmement préoccupés des conditions qui prévalent dans l'économie mondiale et qui lèsent gravement le développement et la stabilité de la région.

7- La crise appelle des solutions urgentes par le biais d'actions conjointes, fondées sur la coopération régionale et une concertation élargie et destinées à renforcer la capacité de riposte dans la région. Cette riposte doit s'appliquer dans l'immédiat aux situations conjoncturelles les plus critiques; elle doit en même temps s'inscrire dans le moyen et le long terme en s'attaquant aux causes structurelles de la crise, et cela par un accroissement effectif de la coopération internationale pour le développement en rapport avec la dimension et la gravité de la crise économique actuelle.

8- La crise est le fruit de facteurs tant internes qu'externes. Son règlement dépend pour une grande part de ces derniers, lesquels échappent au contrôle de nos pays et limitent singulièrement les choix qui s'offrent à nous pour la surmonter. Les politiques économiques de certains pays industrialisés ont sérieusement affecté les pays en voie de développement, en particulier ceux de la région, à cause de la vulnérabilité et de la dépendance de leurs économies et en raison de leur participation croissante aux réseaux économiques internationaux. Ces politiques se sont soldées par une détérioration constante des termes de l'échange, par une chute du commerce, par une augmentation excessive des taux d'intérêt et par un brusque reflux de capitaux. C'est dans ce cadre que s'inscrit le poids énorme de notre dette extérieure.

9- Les effets les plus pernicioeux de cette situation, au plan social, se mesurent par l'augmentation du chômage qui atteint des proportions jamais vues dans notre histoire, par la baisse substantielle des revenus réels des individus et par une grave détérioration du niveau de vie de la population, avec les graves conséquences que cela implique pour la stabilité politique et sociale de nos peuples. Une telle situation, si elle devait durer, ne pourrait que se solder par des effets négatifs majeurs sur nos économies.

10- Pour donner une plus grande autonomie à la région, nous sommes prêts à mobiliser toutes les ressources humaines et matérielles disponibles en Amérique latine et dans les Caraïbes et à élaborer conjointement une riposte à la crise qui nous atteint, par la mise en place et la coordination d'organismes régionaux en faveur desquels nous nous engageons de toute notre volonté politique.

11- Les ajustements aux conséquences négatives prolongées sur la production, l'emploi et le niveau de vie ne sont pas compatibles avec les buts poursuivis; c'est pourquoi il est demandé à la communauté internationale de mener des actions convergentes permettant aux pays de la région de restaurer au plus vite les conditions d'une relance du développement.

12- La riposte de l'Amérique latine et des Caraïbes à la crise ne peut se faire que sur la base d'une harmonisation des efforts tant au niveau de chaque pays qu'au plan sous-régional, par le renforcement de la coopération et de l'intégration régionale.

13- Cette riposte suppose la participation ferme et décidée de tous les secteurs sociaux de nos pays. Elle n'atteindra ses objectifs que si ses effets s'étendent réellement et largement aux groupes marginalisés de la campagne et de la ville, lesquels doivent être totalement intégrés au processus de développement pour pouvoir parvenir à une vie digne. Dans cette perspective, une attention particulière doit être portée aux actions visant à parvenir à la sécurité alimentaire pour la région.

14- Mais les efforts au plan régional ne sont pas suffisants par eux-mêmes pour surmonter la crise. Il est indispensable de les compléter et de les renforcer par un apport extérieur d'importance, en particulier en matière de commerce et de financement.

15- Il y a un lien étroit et indissociable entre le commerce extérieur et le financement international. Seul un maniement conjoint de ces deux facteurs peut contribuer à la solution du problème de la dette extérieure, en permettant d'augmenter la capacité de faire face au service de la dette.

16- Disposés à reconnaître leurs obligations et à les assumer, les gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes exigent en retour des gouvernements des pays créditeurs, des organismes financiers internationaux et des banques privées internationales une attitude de co-responsabilité dans le règlement du problème de la dette extérieure en tenant également compte de ses implications politiques et sociales. En conséquence la renégociation de la dette doit se faire sur la base de critères souples et réalistes incluant des reports, des délais de grâce et des taux d'intérêt compatibles avec la relance de la croissance économique. C'est la seule façon de pouvoir garantir la continuité dans le règlement du service de la dette.

17- Nous faisons remarquer qu'il n'est ni juste ni raisonnable que les pays de la région se voient transformés en exportateurs nets de capital, ce qui a pour effet d'aggraver la situation économique précaire qui est la leur et ce qui est finalement contraire aux propres intérêts des pays industrialisés et de la communauté mondiale.

18- Nous signalons en outre que le déséquilibre entre les politiques fiscales et monétaires de certains pays industrialisés est à l'origine de la hausse des taux d'intérêt réels qui s'est poursuivie en dépit de la diminution de l'inflation. La situation actuelle s'est ainsi très sérieusement aggravée. Aussi exigeons-nous de la communauté internationale qu'elle procède aux réajustements propres à faire disparaître les causes d'une telle distorsion.

19- Nous réaffirmons l'urgence de prendre les mesures nécessaires pour une réforme du système monétaire et financier international.

20- Parallèlement à l'aggravation des problèmes financiers, nous ne pouvons que constater la stagnation et même la récession du volume du commerce mondial; celui-ci a cessé dernièrement de jouer son rôle de stimulant de l'économie et il a vu sa part diminuer de façon draconienne dans les liquidités en devises des pays en voie de développement. Pour ces derniers, la réduction des importations, comme contrainte de la crise, a provoqué une détérioration accrue des termes de l'échange et engendré une contraction de leurs économies.

21- Nous constatons avec inquiétude le renforcement des mesures protectionnistes de la part des nations industrialisées, qui ont fermé de façon significative leurs marchés aux exportations en provenance de nos pays, alors que le volume de ces exportations ne fait pas problème pour les marchés intérieurs de ces pays. Nous réaffirmons qu'il est urgent que les pays industrialisés s'abstiennent d'élever de nouvelles barrières protectionnistes et qu'ils procèdent au démantèlement de celles existantes.

22- Nous déclarons qu'il faut revenir sur les mesures destinées à limiter l'accès aux marchés et à réduire la portée du système généralisé de traitement préférentiel par l'adoption de critères limitatifs et discriminatoires tels que le contingentement et l'exigence de réciprocité.

23- Les prix des produits de base à l'exportation sont tombés au plus bas, ce qui s'est traduit dans la région par une détérioration continue des termes de l'échange. C'est pourquoi nous nous proposons de faire adopter et d'encourager toutes mesures multilatérales nécessaires à une stabilisation dynamique des prix et favorables à une amélioration des revenus à l'exportation.

24- Nous lançons un appel solennel aux dirigeants des pays industrialisés pour attirer leur attention sur la gravité de la situation économique

de la région, sur son coût social élevé et sur la nécessité urgente de mesures permettant de faire face à la crise, tant par le moyen direct de leurs gouvernements que par le biais des organismes internationaux.

25- Le secteur énergétique revêt une importance toute particulière comme base du développement économique et social de nos peuples. La région redoublera d'efforts pour parvenir à un degré satisfaisant d'autosuffisance énergétique et pour s'y maintenir, avec l'autonomie technologique appropriée. Dans cette perspective, il est important d'aider l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) à atteindre ses objectifs et à mettre en oeuvre le Programme latino-américain de coopération énergétique (PLACE).

26- Nous faisons part à la communauté internationale de notre conviction que si l'Amérique latine et les Caraïbes reprennent le cours de leur développement économique, elles seront alors à nouveau un élément dynamique de la relance nécessaire et salubre de l'économie mondiale.

7- Nous exprimons enfin, dans l'esprit de la Plateforme de Buenos-Aires, notre volonté de renforcer l'unité des pays en voie de développement et de promouvoir une stratégie conjointe de relance et d'expansion pour l'économie mondiale.

Nous pensons que cette occasion solennelle de rencontre montre à l'évidence que nos pays ont pour objectif permanent de maintenir, par-delà tous les obstacles, l'unité régionale qui est une exigence essentielle de notre développement. Nous avons élaboré ensemble une riposte faite de défis et de promesses. Sa mise en oeuvre sera évidemment subordonnée à l'efficacité de notre capacité de négociation et au sérieux avec lequel les institutions et organisations régionales ou sous régionales rempliront la tâche que nous leur avons fixée ici.

Dans cette perspective, nous prions Son Excellence le président constitutionnel de l'Equateur, le Dr Osvaldo Hurtado, de bien vouloir faire parvenir la Déclaration de Quito, que nous avons adoptée aujourd'hui, aux chefs d'Etat ou de gouvernement des pays en voie de développement, aux membres du Groupe des 77 et aux chefs d'Etat ou de gouvernement des pays industrialisés, ainsi qu'aux institutions et organisations régionales et internationales appropriées.

Nous demandons aux organisations sous-régionales et régionales compétentes d'élaborer des rapports sur les progrès réalisés dans l'exécution des actions et des tâches qui leur ont été confiées, et de remettre ces rapports à l'occasion de la réunion ordinaire du Conseil latino-américain du SELA pour analyse et évaluation du déroulement du plan d'action.

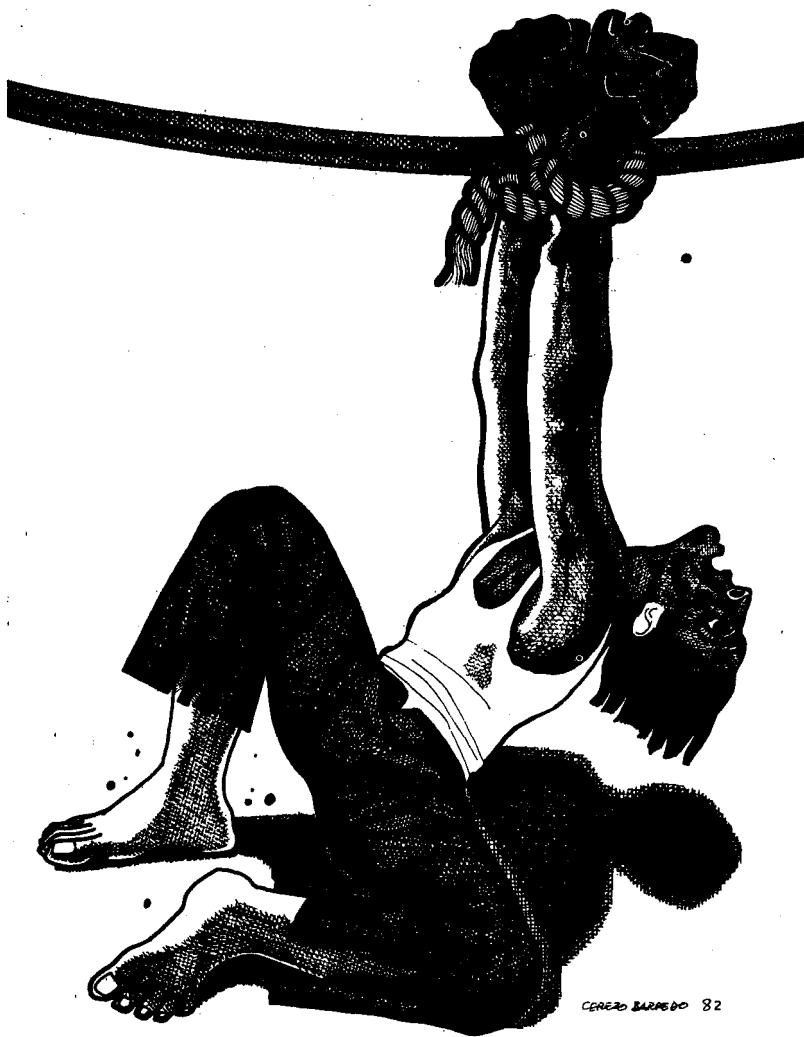
Nous remercions le peuple et le gouvernement de l'Equateur de leur magnifique hospitalité, et la ville de Quito d'avoir été le cadre historique de cette conférence.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 275 F - Etranger 330 F - Avion 400 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

le sang des justes

ESSAI DE MARTYROLOGE LATINO-AMERICAIN



A San Salvador,
Mgr ROMERO assassiné...
Le monde entier a parlé
de ce "juste" et de son
combat pour la justice.

Qui dira les milliers
de Romero, héros anonymes
du témoignage suprême,
celui du sang?

Pour que vive
la mémoire collective
du peuple chrétien,
voici le premier martyrologe
de l'Amérique latine
contemporaine:

- une sélection de 178
- "martyrs" d'aujourd'hui
- dans la lignée de 35
- de leurs prédécesseurs
- en témoignage.

UN NUMÉRO
EXCEPTIONNEL **dial**
DE

PLAQUETTE DE 84 PAGES
couverture couleur
12 dessins inédits

PRIX (PORT COMPRIS)

France: 35 F - Dom-Tom: 40 F (avion)
Europe: 40 F (voie normale)
Afrique: 45 F (avion) - Amériques: 50 F (avion)

(Nous n'acceptons que les chèques en francs
français et sans frais pour le bénéficiaire)

Commande:

DIAL, 47 Quai des Grands-Augustins, 75006 PARIS
(Chèque à l'ordre de "Association DIAL")